

*Chiites-Sunnites***Existe-t-il un croissant chiite ? Quels sont les objectifs de l'Iran ? Avec la montée du groupe État islamique, la cohabitation entre chiites et sunnites dans la région MENA peut-elle être affectée ?****ENTRETIEN** avec Jean-Paul Burdy et Ali Mamouri par Elisabetta Ciuccarelli

**D**epuis la révolution de 1979, l'Arabie saoudite et l'Iran s'affrontent dans une lutte constante pour l'hégémonie régionale. Certains analystes parlent du « croissant chiite », traçant un arc de cercle qui va de l'Iran jusqu'au Liban, en passant par l'Irak et la Syrie. Sur le pôle opposé on retrouve l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe, comme le Qatar et les Émirats arabes unis. Mais existe-t-il réellement un « croissant chiite » ? L'Iran tente-t-il de manipuler les communautés chiites ?

Pour parler sur ces sujets parmi d'autres, **AFKAR/IDÉES** est entré en contact avec Jean-Paul Burdy – docteur en Histoire contemporaine, spécialiste de la Turquie et l'Iran et collaborateur des centres de recherche GREMMO et PACTE, auteur du blog « Questions d'Orient – Questions d'Occident » – et avec Ali Mamouri – chercheur et journaliste, spécialiste en études religieuses, en particulier les fondamentalismes et le salafisme, ancien directeur de l'Atyaf Institute, consacré aux minorités iraqiennes, et collaborateur habituel d'*Al-Monitor*, *The Conversation* et *BBC Persian*.

**AFKAR/IDÉES :** *L'Iran cherche-t-il à renforcer un « croissant chiite » allant de son territoire au Liban en passant par l'Irak et la Syrie ? Si la réponse est positive, quels seraient les objectifs à long terme de la construction de ce « croissant chiite » ?*

**JEAN-PAUL BURDY :** Depuis 2011, le conflit syrien a alimenté de manière

croissante une grille de lecture des conflits du Moyen-Orient opposant un « arc chiite » à un « bloc sunnite ». Ce « croissant » chiite serait composé de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie et du Hezbollah libanais, avec quelques appendices au Bahreïn et au Yémen. On rappellera ainsi, que la notion « d'arc chiite » est apparue après l'expédition américaine qui a démantelé l'État irakien jusque-là structuré par le parti Baas et par l'armée : c'est le roi Abdallah de Jordanie qui l'utilise le premier dans une interview accordée au *Washington Post*, en décembre 2004. Elle est ensuite largement reprise par les néoconservateurs américains (qui considèrent depuis longtemps l'Iran comme un pilier de « l'axe du mal »), par les Saoudiens, dans le Golfe, et en Israël. Il est donc clair que cette formule exprime surtout la crainte des monarchies conservatrices et pro-américaines face à la disparition de l'État baasiste sunnite en Irak en 2003, au profit d'un gouvernement de chiites. Le chiisme est évidemment un élément important du *soft power* iranien, mais cela ne suffit pas à créer un « arc chiite » inféodé à Téhéran. L'Irak post-2003, sous la férule policière et sectaire de l'ancien premier ministre chiite, Nouri al Maliki, a son propre agenda arabe, même Bagdad dépend désormais, face au groupe État islamique, de l'aide iranienne. De même, les ayatollahs chiites quiétistes irakiens de Najaf, dont le plus célèbre est l'octogénaire Ali al-Sistani, n'ont que peu d'affinités avec la théorie khomeyniste du « pouvoir du juriste-

théologien » (*velayat-e faqih*). La Syrie abrite certes quelques lieux saints chiites, mais elle ne compte qu'un nombre infime de chiites, et le régime ne peut pas simplement être qualifié d'alaouite, même si quelques clans alaouites ont monopolisé le pouvoir politique et économique – mais en alliance avec les bourgeoisies commerçantes sunnites de Damas et d'Alep. L'agenda politique du Hezbollah libanais est spécifique, à la fois « national » (insertion dans la vie politique libanaise) et régional (lutte contre Israël), et ne reflète qu'en partie les positions iraniennes.

Quant au « bloc sunnite » supposé, il est fissuré dès le départ : l'Arabie saoudite et le Qatar s'opposent depuis des années (au moins jusqu'en 2014) dans la répression (Riyad) ou le soutien (Doha) aux Frères musulmans ; l'Égypte a été et reste largement absente de la scène régionale depuis la chute de Moubarak début 2011, sinon dans le soutien (sous le président Morsi), puis le lâchage (sous le maréchal-président Al Sissi) du Hamas à Gaza. Quant à la Turquie de l'AKP (parti parfois défini comme la « branche turque des Frères musulmans »), elle peut partager avec les autres États des objectifs communs (renverser Bachar al Assad), mais elle s'est compromise dans son soutien à Morsi, et se retrouve rejetée par le maréchal Al Sissi. Elle est actuellement brouillée avec presque tous ses voisins – même si l'on exalte ces dernières semaines, l'entente cordiale entre le nouveau monarque saoudien, Salman, le nouvel émir du Qatar, Tamim, et le président turc Erdogan.

## La religion est un moyen puissant pour promouvoir l'agenda au Moyen-Orient, mais ce n'est pas le seul

ALI MAMOURI

Que les conflits se soient fortement confessionnalisés depuis le milieu des années 2000 (d'abord en Irak), puis surtout à partir de 2011 (les *printemps arabes*) est indéniable. Les discours de confessionnalisation des conflits, tenus à Bagdad (à partir de 2006), puis au Bahreïn lors du Printemps de Manama (février-mars 2011) et surtout en Syrie (dès l'été 2011) sont devenus réalité sur le terrain.

**ALI MAMOURI :** Sur ce point, il faut faire la différence entre les aspects politiques et les aspects religieux. L'Iran, en tant qu'entité politique, tente d'étendre son influence dans la région, de même que d'autres puissances régionales comme la Turquie ou l'Arabie saoudite. La religion est, à l'évidence, un moyen très puissant pour promouvoir l'agenda politique au Moyen-Orient, mais ce n'est pas le seul. De là que l'on puisse voir des alliances entre l'Iran et certains groupes sunnites, tel le Hamas ou Yihad islamique. De même, on ne peut comprendre la proximité entre Oman et l'Iran en se basant uniquement sur l'aspect religieux.

Le défaut de cette vision est qu'elle est basée sur une analyse linéaire qui simplifie les phénomènes complexes du Proche-Orient. Le secret derrière le pouvoir de l'Iran, ce ne sont pas les alliances religieuses. C'est plutôt le produit d'un investissement à long terme dans son héritage religieux, culturel et de civilisation, formant un réseau d'intérêts bilatéraux qui se sont accumulés tout au long des années, grâce à un minutieux travail stratégique.

À la lumière des événements du *Printemps arabe* et l'évolution de la situation en Syrie et au Bahreïn, les rivaux de l'Iran ont été surpris par la croissante influence iranienne dans la région. Ensuite, nous avons vu une

autre preuve de cette influence, lorsque la direction houthis au Yémen s'est montrée explicitement subordonnée à l'Iran. Qu'est-ce qui a provoqué cette surprise et comment l'Iran a-t-il réussi à s'étendre dans la région malgré l'ancien rôle traditionnel qu'y jouait l'Arabie saoudite ?

Depuis la révolution islamique, l'Iran a étendu ses liens politiques, religieux, culturels et économiques avec les gouvernements et les peuples de la région. L'expansion a embrassé les pays voisins, comme l'Irak et le Golfe, en plus de la Syrie, le Liban, le Yémen, le Soudan et plusieurs pays d'Afrique du Nord, comme la Tunisie et le Maroc. L'Iran a profité de sa diversité et de sa capacité politique et culturelle accumulée pour élargir son influence. Il a ouvert des centres culturels actifs et efficaces liés à ses ambassades ; il a fondé des écoles de langues et des universités persanes ; il a activé les échanges commerciaux avec son entourage régional et international ; et il a reçu les bras ouverts les investissements étrangers. Ces mouvements faisaient partie d'agendas politiques conçus pour satisfaire les intérêts du régime politique iranien et renforcer sa position.

**A/1 :** *La défense des intérêts de puissance de l'Iran dans la région passe-t-elle par des relations privilégiées avec les acteurs chiites ?*

**ALI MAMOURI :** La situation est plus complexe que l'image stéréotypée des alliances religieuses entre l'Iran et les acteurs chiites. Il existe différents facteurs qui jouent un rôle dans la crise actuelle. D'un côté, nous avons des acteurs sunnites comme le Hamas, Yihad islamique ou les minorités religieuses mu-

sulmanes – comme le mouvement ibadite à Oman – qui sont très proches de l'Iran. De l'autre, nous avons aussi des acteurs chiites, comme l'opposition au Hezbollah au Liban de Sayyed Hani Fahs et Saoud al Moula, qui sont loin de l'Iran. Le séminaire de Nadjaf, dirigé par Ali al Sistani, ne suit pas non plus l'agenda iranien et la distance entre eux a toujours été claire.

**JEAN-PAUL BURDY :** Non et oui. Non, en ce sens que, sur la longue durée, la politique régionale iranienne n'a jamais été déterminée par une idéologie pan-chiite, mais par des alliances géostratégiques dans la pure tradition de la théorie réaliste des relations internationales : une politique étrangère déterminée par les intérêts de l'État (du très vieil État perse), de la nation (une nation iranienne plus nationaliste que chiite, même depuis 1979) et de la puissance (longtemps face à l'Irak et à l'Arabie saoudite, désormais face à la seule Arabie, sur la défensive). L'alliance avec la Syrie d'Hafez al Assad, dès 1979, reposait sur des intérêts stratégiques partagés (face à Israël, contre l'Irak, au Liban), et non sur les affinités supposées entre le régime syrien « alaouite », et le chiisme duodécimain iranien. En direction du monde arabe, et malgré les antagonismes historiques chiites-sunnites et perses-arabes, Téhéran a développé dès les années quatre-vingt une certaine capacité à obtenir un soutien des « rues arabes » sunnites. En 2011, le soutien aux contestataires (majoritairement chiites) du Bahreïn est resté verbal. On rappellera d'ailleurs que c'est l'Arabie saoudite voisine, sunnite et wahhabite, qui est intervenue à Manama pour écraser la contestation.

Oui, en ce sens que le « nouveau chiite », incontestable dans toute la

## La politique de l'Iran n'est pas déterminée par une idéologie panchiite, mais par des alliances géostratégiques

JEAN-PAUL BURDY

région depuis 1979, puis la confessionnalisation générale des conflits dans la dernière décennie, et surtout depuis 2011, tendent à renforcer des liens religieux et confessionnels parfois très anciens, longtemps distendus ou occultés, et qui reviennent en force déterminant des intérêts partagés et des alliances sur le terrain. La *fitna*, la division conflictuelle entre sunnites et chiïtes, est un facteur historique infrastructurel au Moyen-Orient. Mais on peut estimer qu'en ce qui concerne Téhéran, c'est le fruit des circonstances : ce n'est pas Téhéran qui a renversé le régime « baasiste laïque sunnite » de Saddam Hussein en 2003, mais bien les Américains... Dès lors, les Iraniens ont pu rétablir leurs liens historiques avec les chiïtes de Mésopotamie, et retrouver une capacité d'influence sur les lieux saints chiïtes, de Najaf à Kerbala, sur les milices chiïtes formées après 2003, puis sur le gouvernement central de Bagdad quand le chiïte Al Maliki en prend la tête, en 2006.

**A/I :** *Les communautés chiïtes du Golfe se sentent-elles plus attachées à l'Iran chiïte ou à leur pays d'appartenance ? Peut-on dire que l'Iran essaie de les instrumentaliser ?*

**JEAN-PAUL BURDY :** On peut tout d'abord rappeler que, transnationale, la « galaxie chiïte » est hétérogène. Au plan politique, la théorie khomeyniste du *velayat-e faqih* (le « pouvoir du juriste-théologien », qui s'engage dans la lutte politique, jusqu'à exercer le pouvoir) n'est acceptée que par une majorité relative des clercs chiïtes iraniens, irakiens et libanais : la majorité des



Jean Paul Burdy.

grands ayatollah irakiens, les *marjaa*, rejette ce principe, et se positionne plutôt pour le quiétisme : les religieux ont le droit et le devoir de s'exprimer si besoin est sur la chose politique, mais n'ont pas vocation à exercer le pouvoir politique. Au plan national : le poids des États et des États-nations depuis un siècle, et le poids de l'histoire, font que les chiïsmes ont inévitablement une dimension nationale, sinon nationaliste : les duodécimains iraniens sont d'abord Iraniens, comme les chiïtes de Mésopotamie sont d'abord des arabes, comme les alaouites sont d'abord Syriens.

La révolution iranienne a été un tel traumatisme régional et international que l'on a tendance à imputer à l'Iran un projet chiïte expansionniste auprès de toutes les communautés chiïtes du Moyen-Orient, projet auquel celles-ci adhèreraient sans réticence. C'est fai-

re fi de la complexité de l'histoire interne du chiïsme; du poids des nations et des nationalismes. Et de la « nationalisation » des aspirations politiques ou confessionnelles des sociétés du Moyen-Orient. En 2011, les contestataires de Manama, très majoritairement chiïtes, ont multiplié les déclarations de non-confessionnalité de leur mouvement (avec le mot d'ordre : « Ni sunnite, ni chiïte, mais Bahreïni! »); et d'autonomie totale de leur mouvement pour une monarchie constitutionnelle par rapport à Téhéran : le drapeau national a submergé les manifestations contestatrices, pour bien affirmer son caractère national, et repousser toute ingérence étrangère – en particulier iranienne. Que le régime monarchique sunnite des Al Khalifa ait multiplié les accusations contre Téhéran de manipulation des chiïtes du Bahreïn, et que l'Arabie saoudite ait multiplié les dénonciations du « complot iranien à Manama » ressort de la volonté des monarchies du Golfe de discréditer puis d'écraser cette contestation démocratique, ce que confirmera l'intervention au Bahreïn de l'armée saoudienne.

Les conflits en cours depuis 2011, et surtout la percée fulgurante des jihadistes de l'État islamique en Syrie et en Irak depuis 2014, font que l'Iran peut apparaître désormais à certaines communautés chiïtes comme le dernier rempart contre les massacres anti-chiïtes, dont les salafistes radicalisés s'en font une spécialité quand l'occasion se présente. Il est indéniable que l'Iran exerce ces derniers mois une emprise politique et militaire croissante sur l'Irak. On le mesure avec les quatre grandes milices chiïtes mobilisées depuis des années par des acteurs locaux

## ► Pour faire face à l'Iran, les Saoudiens doivent construire une identité inclusive, au-delà de la religion

ALI MAMOURI

(Moqtada al Sadr), mais dont l'envol date de l'appel d'Ali Al-Sistani à l'été 2014, à la mobilisation chiite générale contre l'EI. Ces milices chiites se substituent à une armée irakienne décomposée et débandée. Elles sont encadrées, sinon commandées par des pasdarans iraniens. En pratiquant d'ailleurs des exactions qui risquent de souder la population sunnite contre elles et derrière Daech : la radicalisation est partagée dans les deux camps désormais. Du coup, les pasdarans iraniens de la force Al Qods sont la concrétisation sur le terrain du soutien vital apporté par les Iraniens. Pour autant, une sortie des guerres civiles – pour le moment des plus hypothétiques – pourrait à terme relativiser ce tropisme pro-iranien qui ressort actuellement de la nécessité pour la survie de certains groupes chiites ; ainsi, l'EI peut être soutenu par une partie des populations sunnites inquiètes des exactions des milices chiites.

**ALI MAMOURI :** Les communautés chiites du Golfe présentent une identité multiple : d'un côté elles sont arabes, ce qui les rapproche du monde arabe ; mais elles sont aussi chiites, ce qui les rapproche de l'Iran. Ceci étant, si un quelconque pays du Golfe ou l'Iran se montrait plus solidaire avec elles, en essayant de les inclure ou les intégrer dans leurs identités raciales ou religieuses, il trouverait un terrain fertile. Le problème avec les États du Golfe, c'est qu'ils ne s'ouvrent pas à leurs citoyens chiites, ils ne tiennent compte que de leur vision salafiste, représentée par le wahhabisme, au moment d'interagir avec leur entourage arabe, islamique et international. Cette vision égocentrique manque de perspective,



Ali Mamouri.

elle craint d'interagir avec les courants des civilisations et elle ne favorise pas l'ouverture au monde extérieur, sur la base de fondements religieux sectaires et intolérants.

Il est intéressant de voir comment l'Arabie saoudite s'est refusée à elle-même l'accès à ses propres privilèges. La péninsule arabique présente une civilisation ancienne et historique liée aux civilisations anciennes et prospères qui existaient au Yémen, en Syrie et en Irak. La communauté saoudienne est formée par des groupes sectaires, comme l'ismaélisme, le shafi'isme et le chiisme imamite. À ceci s'ajoute la présence de sanctuaires religieux et de nombreux centres historiques que le gouvernement saoudien a démolis, au lieu de les exploiter dans l'intérêt général. Pour ne rien dire des villes saintes de La Mecque et Médine. En général, l'Arabie saoudite présente un héritage historique et culturel

varié qui, s'il était utilisé soigneusement, lui permettrait de construire des ponts avec les pays de la région et qui ouvrirait le régime saoudien au multiculturalisme de son entourage régional, améliorerait sa réputation et appuierait sa position dans les rivalités régionales en cours. En conséquence, l'axe anti-Iran des arabes sunnites ressent que ces dernières années il ne s'est pas aperçu de l'infiltration et l'expansion de l'influence iranienne. Cet axe a perdu l'Irak, le Liban, la Syrie et le Yémen, et actuellement il cherche à rectifier la situation.

Pour faire face à l'influence iranienne, l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe doivent élargir leur vision pour construire une identité inclusive et ouverte. Ils doivent regarder au-delà de la religion

et la nationalité, et construire des relations avec tous les acteurs du Moyen-Orient selon différents aspects. Ils doivent exploiter leurs riches cultures et traditions pour ouvrir des alliances basées sur les intérêts mutuels à long terme. C'est ce que fait l'Iran depuis des décennies, et ce que l'Arabie saoudite n'a pas réussi à faire, pas même dans son propre pays.

**A/I :** Avec la montée de Daech en Syrie et en Irak, la cohabitation entre chiites et sunnites dans la région MENA peut-elle être affectée ?

**ALI MAMOURI :** C'est une trajectoire parallèle : d'un côté, la brutalité de l'EI contre tous les musulmans, dont la majorité sunnite, offre une grande opportunité pour que les acteurs sunnites et chiites se rapprochent et coopèrent dans la lutte contre

## Le wahhabisme contre le chiisme est un élément de l'affrontement entre les deux grandes puissances

JEAN-PAUL BURDY

l'extrémisme. Cependant, les affrontements politiques entre les pouvoirs régionaux, entre l'Iran et l'Arabie saoudite en particulier, peuvent faire échouer cette opportunité, comme on peut voir au Yémen. Le groupe houthis lutte contre Al Qaïda et les Frères musulmans, tous deux ennemis de l'Arabie saoudite aussi. Cependant, l'imprudente relation iranienne avec les houthis, et bien sûr l'imprudente réaction saoudienne, ont changé la situation et ils ont raté l'opportunité de coopérer pour faire face à l'EI et d'autres groupes extrémistes. Dans la situation actuelle, il semble que le conflit dans la région va se prolonger pendant des décennies. La carte géopolitique du Proche-Orient est en train de changer radicalement, et là, le conflit religieux joue un rôle décisif.

**JEAN-PAUL BURDY :** Il faut tout d'abord préciser que seul le Moyen-Orient est concerné, du Levant (Syrie-Liban) au Golfe et au Pakistan (pays où les affrontements sunnites-chiïtes sont quotidiens, les chiïtes, très minoritaires, étant victimes de massacres et d'attentats à la bombe récurrents). La révolution iranienne a réintégré les chiïtes de toute la région du Golfe dans l'historicité, après des décennies, sinon des siècles, d'occultation et d'invisibilité. Du coup, le « nouveau chiïte » post-1979 a eu une contrepartie à laquelle on n'a pas suffisamment prêté attention : la radicalisation néo-salafiste confessionnelle et politique, jusqu'au jihadisme dans ses avatars. L'Arabie saoudite et wahhabite en est le chef de file. Car, depuis les années soixante-dix, la matrice idéologique et financière du djihadisme sunnite radical est bien attestée. Les pétromonarchies wahhabites y ont joué un rôle idéologique

et financier central, en particulier Riyad. Le prosélytisme est porté par des États, des organisations ou des personnalités para-publiques et « de grandes fortunes privées » liées aux dynasties régnantes du Golfe. À partir de 2012, ces acteurs ont ainsi largement contribué à la jihadisation de l'opposition syrienne. Pour le Qatar, dans le cadre de sa rivalité avec le royaume saoudien. Avant 2011, Riyad comme Doha entretenaient de bonnes relations avec le régime syrien ; en 2011, les deux n'ont jamais cherché à faire croire qu'elles soutenaient en Syrie les aspirations démocratiques et sécularisées des contestataires. Pour le Qatar, il s'agissait, en soutenant les Frères musulmans, de profiter du vide de pouvoir à Riyad, le roi Abdallah étant alors très affaibli par la maladie. Pour l'Arabie saoudite, l'objectif, en soutenant des jihadistes anti-alaouites et anti-chiïtes, était et reste de fragiliser la position de l'Iran, soutien de Damas et de Bagdad, et mécène du Hezbollah libanais. Avec la nouvelle guerre froide entre Riyad et Téhéran, qui se déroule désormais sur les champs de bataille irakien et syrien, il faut parler d'affrontements confessionnels : le sunnisme wahhabite militant de Riyad, et sa version radicalisée et jihadiste de l'EI contre l'Iran chiïte et ses alliés chiïtes irakiens et hezbollahis, et les alaouites syriens. En retour, on a assisté, surtout en Irak, à une radicalisation des chiïtes : le rôle des milices chiïtes irakiennes est désormais central depuis un an dans les combats contre Daech, alimentant la dimension sectaire des conflits.

On n'est certes pas dans un affrontement confessionnel généralisé. Mais les chiïtes sont désormais visibles, y compris dans des espaces que l'on a

tendance à croire exclusivement sunnites : 10 % des Saoudiens sont chiïtes, concentrés dans la région orientale et pétrolière de Qatif, sur le Golfe ; les peut-être des Libanais également, longtemps invisibles derrière les chrétiens et les sunnites. Ce qui ne va pas sans tensions avec des régimes sunnites qui n'ont toujours pas l'habitude de laisser une grande place aux chiïtes ; et encore moins de partager le pouvoir absolu qu'ils imposent encore à leurs populations (dans le Golfe, en particulier). En ce sens, la « question chiïte » croise la « question démocratique » : on le voit bien au Bahreïn depuis 2011, où le refus du partage du pouvoir par la dynastie sunnite des Al-Khalifa s'impose à une population bahreïnienne très majoritairement chiïte (aux deux tiers), qui aspire à une monarchie constitutionnelle et à des élections non faussées.

L'affrontement du wahhabisme saoudien avec le chiisme est désormais ouvertement mené. Constitutif de ce qui est l'affrontement indirect des deux grandes puissances, dans le contexte de la recomposition générale des rapports de force dans la région, et qui implique au premier chef les Américains. Riyad, comme ses alliés des Émirats (à l'exception d'Oman) s'estiment menacés par le déclin évident, voire la disparition de régimes sunnites au Moyen-Orient, arabes ou non et ils en imputent une large responsabilité à Washington depuis 2001. L'antiaméricanisme dans le Golfe a été exacerbé par l'attitude américaine à l'égard des *printemps arabes* depuis 2011 ; et, plus récemment par l'émergence d'un éventuel « pivot iranien » de Barack Obama, qui pourrait déboucher sur un accord sur le nucléaire iranien, qui modifierait profondément les conditions de la sécurité régionale. ■